

PATRICK BALEMBA BATUMIKE

# "Le lien fort entre la Belgique et ses anciennes colonies doit être maintenu"

Tout en s'appuyant sur les liens déjà établis, par et suite à la colonisation, entre la Belgique et l'Afrique Centrale (RDC, Rwanda et Burundi), Patrick Balemba invite à tourner résolument le regard vers le futur. Ceci afin de construire de nouvelles relations de solidarité, plus égalitaires.

Patrick Balemba a publié fin 2022, pour la Commission Justice et Paix, une étude sur les relations de solidarité à construire entre la Belgique et l'Afrique Centrale (RDC, Rwanda et Burundi). C'est l'occasion de la mettre en perspective avec la récente conclusion des travaux de la commission parlementaire sur le passé colonial mais aussi avec le prochain voyage du Pape en République Démocratique du Congo.

## Y a-t-il des similitudes entre le travail de la commission et votre étude ?

Ce sont des dynamiques qui se complètent et nous abordons le même sujet: l'héritage historique de la Belgique avec l'Afrique Centrale. Cependant, la commission parlementaire a étudié le passé colonial et les éventuelles responsabilités des acteurs. Notre étude, elle, s'est tournée vers le futur en parlant de ce capital historique et des liens humains qui persistent pour rechercher ce qui réunira encore la Belgique et ses anciennes colonies. Nous nous sommes nourris du premier rapport d'experts de cette commission. Parcourir l'histoire permet de mieux s'orienter vers le futur.

## Pourquoi cette étude ?

C'est une émanation de nos volontaires (des groupes de citoyens qui réfléchissent à des questions de société liées aux thématiques étudiées par la Commission Justice et Paix: les ressources naturelles, la paix et la sécurité, NDLR). La problématique est venue du mouvement Black Lives Matter: on a réfléchi sur les retombées, les actions et la question de la décolonisation qui devenaient de plus en plus un sujet public. C'était le *momentum*. Justice et Paix a été auditionnée comme expert à la commission sur les questions liées aux réparations symboliques. Cela a suscité notre intérêt de faire plus de recherches et de mobiliser nos ressources afin de mettre en lumière les interventions des

experts qui ont donné leur lecture des relations qui existent encore entre la Belgique et l'Afrique centrale.

## Quelles conclusions tirez-vous ?

Les critiques et analyses doivent mener vers un dialogue franc, égalitaire et équitable. Nous pensons qu'il est encore possible de construire un partenariat gagnant-gagnant où Belges, Congolais, Rwandais et Burundais peuvent trouver un bénéfice et un épanouissement. Nous constatons que la société civile s'implique de plus en plus; aussi, la Belgique doit prendre cela en compte dans la contribution à la construction du futur. Nous insistons pour que le gouvernement ne soit pas le seul interlocuteur. Il faut compter sur la société civile (représentée entre autres par Justice et Paix, Entraide et Fraternité, Caritas...) pour avoir des effets directs sur la population. L'Eglise en Afrique par exemple est très présente sur le terrain; elle a souvent fait plus que l'Etat pour les soins de santé, l'enseignement. Il faut aussi créer des filières spécifiques "études décoloniales" dans les universités belges, à l'instar des études du genre. Et nous voulons une transmission concertée de l'histoire. Des professeurs n'ont jamais appris l'histoire coloniale dans leur cursus. C'est une faille énorme! Heureusement, aujourd'hui, des référentiels sont à l'étude et certains enseignants prennent la liberté d'enseigner la décolonisation. Mais c'est encore facultatif. Aborder l'histoire coloniale de manière coloniale, c'est tronquer l'histoire!

## Comment l'histoire coloniale est-elle dispensée dans l'enseignement en RDC ?

Quand j'ai étudié, il y avait une cassure entre l'histoire qu'on recevait oralement et celle qu'on étudiait à l'école. Je n'ai jamais entendu parler des mains coupées alors que nos parents et grands-parents nous avaient expliqué ce qui s'était passé. Aujourd'hui, c'est le *mo-*

*mentum* pour divulguer et vulgariser l'histoire comme il se doit. Il faut donc qu'une histoire concertée soit rédigée et enseignée dans toutes les écoles ici et dans les anciennes colonies.

## Etes-vous plutôt optimiste ou pessimiste quant à la réelle capacité de pacifier la mémoire coloniale ?

La question semble irriter et produire des peurs mais je suis plutôt optimiste. Les trois-quarts de l'Histoire de la Belgique sont liés à l'Afrique Centrale. Les Congolais, Rwandais et Burundais ont même eu la nationalité belge! Il est grand temps qu'on construise l'avenir avec ce capital historique. Il est question de l'estime d'un grand Etat de l'Europe qui doit pouvoir mieux se regarder dans le miroir. Faire des gestes à la hauteur de ce qui s'est passé. Il ne faut pas que chaque Belge aujourd'hui se sente personnellement coupable du passé, mais on ne peut pas nier celui-ci. On peut être fiers d'aider ceux dont les ancêtres ont été spoliés, utilisés, martyrisés pour amener à ce que la Belgique est aujourd'hui.

Je pense qu'il est toujours possible de surmonter ses frustrations. Il y a la peur de répercussions financières éventuelles si la Belgique utilise le mot "excuses". Cela me tord un peu le cœur. Il a été et reste possible de faire d'une pierre deux coups: d'une part, faire de ce fructueux travail de mémoire réalisé par la commission parlementaire un modèle qui pourrait servir ailleurs et, d'autre part, de présenter des excuses.

## Comment réagissez-vous face au manque de consensus pour la conclusion du rapport alors qu'à mi-parcours régnait l'espoir d'un changement d'attitude ?

Hélas, il n'y a pas eu unanimité et cela ronge mon cœur de penser que ces travaux risquent de moisir dans des cartons. Mais cela ne peut dénaturer le travail audacieux de la commission et

j'ai confiance qu'il ne sera pas perdu. Un parti ou un parlementaire pourrait amener sur la table de la plénière les résolutions de cette commission.

## Présenter des excuses ouvre-t-il nécessairement la boîte de Pandore à des réparations financières ?

Aucune des trois ex-colonies n'a jamais déposé une demande de réparation. Présenter des excuses permet de tourner la page. La meilleure façon de résoudre la question d'une indemnisation est de répondre aux besoins actuels en éducation. Les Congolais n'ont pas besoin de chiffres ni de montants, mais d'être assurés que les enfants d'aujourd'hui puissent bénéficier d'une éducation dans de meilleures conditions, avec des enseignants bien formés. C'est devenu un luxe dont ne profite pas une grande partie de la population. Il faudrait former des cadres qui pourraient contribuer à l'avènement du monde de demain afin de ressusciter le système éducatif.

## Le voyage du pape au Congo, du 31 janvier au 3 février prochains, augure-t-il aussi l'expression de regrets ou excuses de la part de l'Eglise ?

Il m'est difficile de parler à la place du pape. L'Eglise a été un des trois piliers coloniaux et elle doit aussi faire ce travail de mémoire. Mais en prônant l'Evangile, on fait émerger l'aspect de l'égalité. Je relève d'ailleurs que les premières revendications d'indépendance émanaient d'étudiants d'école catholique. Et l'Eglise est toujours la première à protester quand les droits humains sont bafoués. Elle offre aussi un des meilleurs soutiens à la population, et ce, mieux que l'Etat. Les liens existants par exemple entre les conférences épiscopales belges et d'Afrique Centrale sont restés forts. Il faut profiter de ces relations de solidarité pour poursuivre le dialogue ensemble.

CathoBel est heureux de vous offrir cet article du journal Dimanche ! Découvrez en plus sur [www.dimanche.be](http://www.dimanche.be) ou contactez-nous au 010/77 90 97 ou [abonnement@cathobel.be](mailto:abonnement@cathobel.be)

## "Les trois-quarts de l'Histoire de la Belgique sont liés à l'Afrique Centrale..."



## Vous vous sentez plus en confiance pour traiter cela avec la Belgique qu'avec d'autres Etats ?

Oui, pour deux raisons: notre histoire commune, mais aussi l'expertise de la Belgique, qui est d'ailleurs reconnue internationalement. C'est un atout qui peut aider à construire l'avenir. La Belgique peut être un levier: chaque fois qu'un minerai est exploité, en échange, des enfants pourraient aller à l'école, des routes seraient construites, des soins donnés...

## Comment imaginez-vous le partenariat gagnant-gagnant ?

Il faudra - au moins en filigrane - maintenir une sémantique et des conclusions positives, dynamiques dans les réponses apportées. Par ailleurs, réaliser le rêve du professeur Van Bilsen, de l'université de Gand, qui avait proposé un plan pour l'indépendance: il estimait à trente ans la préparation des cadres. Cela aurait été un levier pour amener le Congo et l'Afrique Centrale à un niveau plus élevé. Par ailleurs, la Belgique peut aussi offrir sa collaboration technique pour apporter la paix. Enfin, ne faudrait-il pas un "Commonwealth belge" (meilleur partage du bien commun, de la richesse commune et de la prospérité, NDLR) qui regrouperait les anciennes colonies et d'autres pays bénéficiaires de l'aide belge? Pour cela, il faudrait revoir l'aide au développement et offrir un soutien nécessaire et suffisant.

## Vous misez beaucoup sur le secteur associatif. A-t-il déjà entrepris tout un travail de décolonisation ?

Il y a une prise de conscience du problème et plusieurs initiatives ont déjà été menées: la campagne "Decolonize now" du CNCND 11.11.11, le travail sur le racisme systémique, des visites guidées décoloniales de Bruxelles. Justice et Paix offre une formation sur la mémoire à l'intention des citoyens et des enseignants du secondaire. Ce sont des initiatives qui montrent qu'il est possible de tourner la page et de changer la vision du monde. En conclusion, tout ce travail se base sur une analyse qui s'est voulue longue et participative. Des organisations comme Justice et Paix poursuivent la réflexion et invitent toutes celles et ceux qui souhaitent s'y investir à les rejoindre et à les soutenir.

Propos recueillis par Nancy GOETHALS

## PORTRAIT

Patrick Balemba est juriste et avocat. Né et ayant fait toute une partie de sa carrière au Congo, il a été responsable "Afrique centrale" de la communauté de Sant'Egidio. Ses engagements lui ont permis d'acquiescer une expertise qui est reconnue en Belgique et lui est utile dans son travail actuel au sein de la Commission Justice et Paix. Il y exerce la fonction de chargé de recherche et animation.

En Afrique Centrale, il a activement promu le dialogue et la réconciliation par le biais du mouvement chrétien Jeunes pour la Paix (émanation de Sant'Egidio). Il relève que "cela sortait un peu de l'ordinaire de promouvoir la paix et la non-violence au Congo, au Rwanda et au Burundi. Echanger avec les autres est une occasion pour déconstruire cette spirale de haine et de violence chez les jeunes."

Croyant convaincu et actif au service des plus pauvres, il vit son idéal à 100%: "Comme bénévole, cela donne une liberté et une grande force de s'engager. On donne plus de valeur à notre vie en aidant les autres et cela montre qu'un don de soi peut être joyeux. En Belgique, j'ai aussi trouvé la pauvreté. Où que l'on soit dans le monde, je pense que la compassion et l'amour pour l'autre, le service pour celui qui ne possède rien restent une grande valeur."

Et, en parlant de valeur, le dialogue est une priorité pour Patrick Balemba. "Arrivé en Belgique, j'ai découvert le lien humain historique avec ma deuxième patrie." Il accompagne aussi des groupes de citoyens qui réfléchissent aux enjeux de société abordés par Justice et Paix.

N.G.

"Afrique centrale et Belgique - Quelles relations de solidarité pour demain?". Etude disponible au prix de 10€ auprès de Justice et Paix (02.896.95.00).